

PRÉFET DE L'OISE

**RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DÉCLARATION
DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX
CONCERNANT**

**CRÉATION D'UN FORAGE D'IRRIGATION
COMMUNE DE ROUSSELOY**

DOSSIER N° 60-2016-00071

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands (SDAGE) approuvé le 1^{er} décembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral de subdélégation en date du 8 janvier 2016 donnant délégation à M Thomas Landorique, Ingénieur de l'Agriculture et de l'Environnement, responsable de la cellule Police de l'Eau au service Eau Environnement Forêt de la Direction départementale des Territoires de l'Oise ;

VU le dossier de déclaration reçu le 18 octobre 2016 au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement considéré complet et régulier en date du 16 décembre 2016, présenté par EARL du Petit Lundi, enregistré sous le n° 60-2016-00071 et relatif à la création d'un forage d'irrigation à Rousseloy ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**EARL du Petit Lundi
48, rue de Clermont
60 660 ROUSSELOY**

concernant la **création de deux forages d'irrigation** dont la réalisation est prévue sur la commune de Rousseloy sur la parcelle cadastrée section OB numéro 729.

Parcelle cadastrée	OB N° 729
X (en Lambert 93) Forage n°1	655 816 m
Y (en Lambert 93) Forage n°1	6 911 508 m
Z (en mètre) Forage n°1	90
Profondeur du captage Forage n°1	80 m
X (en Lambert 93) Forage n°2	655 629 m
Y (en Lambert 93) Forage n°2	6 911 394 m
Z (en mètre) Forage n°2	85
Profondeur du captage Forage n°2	75 m
Nappe captée	Eocène du Valois (Sables du Cuisien)
Volume annuel prévu	199 000 m ³ /an
Débit d'exploitation prévu	40 m ³ /h pour chacun des 2 forages

L'ouvrage sera équipé d'un compteur volumétrique permettant un comptage en continu.

La tête de forage sera munie d'un capot de fermeture étanche et cadencé en béton de diamètre à définir avec couvercle. La protection de la tête de forage sera complétée par une dalle béton de 3 m² et de 30 cm de hauteur, avec des pentes tournées vers l'extérieur et raccordée à la cimentation annulaire.

L'ouvrage constitutif à cet aménagement rentre dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. (D)	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté dont la référence est indiquée dans le tableau ci-dessus et qui est joint au présent récépissé.

Le déclarant peut débiter son opération dès réception du présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie de Rousseloy où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'Oise durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune de Rousseloy par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement de l'ouvrage et, le cas échéant, de la date de mise en service.

L'ouvrage, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé. **Dans le cas de résultats positifs suite aux essais réalisés à partir du forage de reconnaissance, le déclarant devra déposer préalablement à la phase d'exploitation de l'installation de prélèvement d'eau, un dossier de déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0 de la nomenclature définie à l'article R.214-1 du code de l'environnement.**

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée à l'ouvrage, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

À BEAUVAIS, le 16 décembre 2016

Pour le Préfet de l'Oise et par subdélégation,
Le responsable de la cellule Police de l'Eau



Thomas LANDORIQUE